Réunion du Conseil Municipal
du 18 mai 2015 à 15 heures
en la salle des Conseils du Centre Administratif

Convoqué par courrier en date du 12 mai 2015

Compte-rendu sommaire

Secrétariat des Assemblées
Jeanine BUCHI

Direction des affaires juridiques et des assemblées

AFFAIRES GÉNÉRALES

1 Passation d'avenants et attribution de marchés.

Il est demandé au Conseil d'approuver :

Autorisation de signature de marchés

Autorise la signature des marchés publics suivants, attribués par la Commission d'appel d'offres :

N° de marché	Objet du marché	Durée du marché	Attributaire	Montant (€ HT)	Date CAO/comité interne
15010V	Nettoyage de divers établissements gérés par la Direction de l'Enfance et de l'Education	Lot 1 - Groupe scolaire Canardière : du 1er ordre de service au 31 décembre 2016, reconductible 3 fois	DERICHEBOURG PROPLETE 900 heures d'insertion exigées annuellement	71 518,51 € HT / an pour les prestations forfaitaires + une part à BDC sans montant mini/maxi pour les prestations exceptionnelles	07/05/2015
		Lot 2 - Maternelle des Canonnières : du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2016, reconductible 3 fois	LIMA SERVICES 110 heures d'insertion exigées annuellement	11 872 € HT/ an pour les prestations forfaitaires + une part à BDC sans montant mini /maxi pour les prestations exceptionnelles	
		Lot 3 - Elémentaire Guynemer : du 1 ^{er} ordre de service au 30 juin 2016, reconductible 3 fois	DERICHEBOURG PROPLETE 1085 heures d'insertion exigées annuellement	70 767 € HT/an pour les prestations forfaitaires + une part à BDC sans montant mini/ maxi pour les prestations exceptionnelles	

	<p>Lot 4 – Elémentaire de la Meinau : du 1^{er} ordre de service au 30 juin 2016, reconductible 3 fois</p>	<p>DERICHEBOURG PROPLETE 375 heures d'insertion exigées annuellement</p>	<p>27 168,20 € HT/ an pour les prestations forfaitaires + une part à BDC sans montant mini /maxi pour les prestations exceptionnelles</p>	
	<p>Lot 5 – Groupe Scolaire Pourtalès : du 1^{er} ordre de service au 30 juin 2016, reconductible 3 fois</p>	<p>DIN SERVICES 150 heures d'insertion exigées annuellement</p>	<p>16 543,71 € HT / an pour les prestations forfaitaires + une part à BDC sans montant mini /maxi pour les prestations exceptionnelles</p>	
	<p>Lot 6 – Groupe scolaire Sainte Aurélie : du 1^{er} ordre de service au 31 décembre 2016, reconductible 3 fois</p>	<p>AU PORT'UNES 710 heures d'insertion exigées annuellement</p>	<p>49 026,40 € HT/ an pour les prestations forfaitaires + une part à BDC sans montant mini /maxi pour les prestations exceptionnelles</p>	
	<p>Lot 7 – Groupe scolaire Schuman : du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016, reconductible 3 fois</p>	<p>ONET PROPLETE ET SERVICES 1100 heures d'insertion exigées annuellement</p>	<p>66 207,78 € HT/ an pour les prestations forfaitaires + une part à BDC sans montant mini /maxi pour les prestations exceptionnelles</p>	

Passation d'avenants

Il est demandé au Conseil d'approuver la passation des avenants et d'autoriser le Maire ou son représentant à signer et à exécuter les avenants, marchés et documents y relatifs.

Adopté

2 Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures et services.

Il est demandé au Conseil de prendre acte de cette communication.

Communiqué

3 Groupement de commandes pour l'exécution de prestations intellectuelles (Etudes et essais géotechniques) nécessaires au fonctionnement de l'ensemble des services des deux collectivités.

Il est demandé au Conseil d'approuver la convention constitutive de groupement de commandes entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg dont l'Eurométropole assurera la mission de coordinateur, pour la conclusion du marché fractionné à bons de commande pour la réalisation d'études et d'essais géotechniques.

Il est également demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son représentant :

- à signer la convention de groupement de commande avec l'Eurométropole de Strasbourg.

- à exécuter le marché résultant du groupement de commande et concernant la Ville de Strasbourg.

Adopté

4 Ouverture du marché de l'énergie. Conclusion d'un accord-cadre et d'une convention de groupement de commandes pour la fourniture d'électricité. Approbation d'un groupement de commandes entre l'Eurométropole de Strasbourg, les communes membres, le CCAS, l'Oeuvre Notre-Dame, le Conseil départemental du Bas-Rhin, les collèges ainsi que la communauté de communes de la région de Saverne et la Ville de Saverne.

Il est demandé au Conseil d'approuver :

1. sous réserve de disponibilité des crédits, la conclusion de l'accord cadre au profit de chacun des membres du groupement, sans minimum ni maximum, portant sur la fourniture d'électricité, d'une durée maximale de trois ans pour un montant annuel estimatif par collectivité comme suit

Collectivité	Estimation de consommation (kWh)	Estimation financière (€ hors taxes locales et TVA)
L'Eurométropole de Strasbourg	32 592 317	2 870 067
Département du Bas-Rhin et ses collèges	23 000 000	2 500 000
Communauté de communes de la région de Saverne	1 741 019	154 033
Ville de Bischheim	936 408	135 946
Ville de Blaesheim	80 746	12 563
Ville d'Eckbolsheim	276 272	36 602
Ville d'Eckwersheim	197 856	27 311
Ville d'Entzheim	251 545	34 641
Ville d'Eschau	286 510	36 735
Ville de Fegersheim	380 329	30 495
Ville de Geispolsheim	394 087	48 680
Ville de Hœnheim	636 419	75 914
Ville de Holtzheim	333 919	43 203
Ville d'Illkirch Graffenstaden	1 729 984	222 878
Ville de La Wantzenau	457 619	54 534
Ville de Lampertheim	224 562	25 580
Ville de Lingolsheim	1 067 378	137 391
Ville de Lipsheim	100 508	15 169
Ville de Mittelhausbergen	62 186	8 835
Ville de Mundolsheim	291 375	36 782
Ville de Niederhausbergen	96 828	13 705
Ville d'Oberhausbergen	601 922	67 611
Ville d'Oberschaeffolsheim	58 797	7 173
Ville d'Ostwald	568 120	72 301
Ville de Plobsheim	383 540	47 402
Ville de Reichstett	408 055	49 938
Ville de Saverne	837 216	104 038
Ville de Schiltigheim	1 943 703	247 312

Ville de Souffelweyersheim	714 260	85 619
Ville de Strasbourg	24 333 418	2 768 416
Ville de Vendenheim	839 866	86 254
Ville de Wolfisheim	188 009	24 638
Fondation de l'Œuvre Notre Dame	127 948	21 955
CCAS de Strasbourg	52 183	6 618
TOTAL	96 194 903	10 110 339

2. la conclusion, en vue de la passation dudit accord cadre d'une convention de groupement de commandes entre l'Eurométropole de Strasbourg, les communes membres, le CCAS, l'Œuvre-Notre-Dame, le Conseil départemental du Bas-Rhin, les collèges membres ainsi que la communauté de communes de la région de Saverne et la Ville de Saverne ; l'Eurométropole de Strasbourg assurant la mission de coordonnateur.

Il est aussi demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son représentant :

- à signer la convention de groupement de commandes avec les collectivités membres du groupement,
- à exécuter l'accord cadre et les marchés subséquents de la Ville de Strasbourg en résultant,
- à signer la convention tripartite Ville de Strasbourg / Fournisseur / Recettes des Finances relative à la mise en œuvre du prélèvement pour le paiement de dépenses d'énergie,
- en sa qualité d'administrateur de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame à signer la convention de groupement de commandes avec les collectivités membres du groupement,
- à exécuter l'accord cadre et les marchés subséquents de l'Œuvre Notre-Dame en résultant,
- à signer la convention tripartite l'Œuvre Notre-Dame / Fournisseur / Recettes des Finances relative à la mise en œuvre du prélèvement pour le paiement de dépenses d'énergie.

Adopté

5 Fonctionnement des marchés d'approvisionnement de la Ville de Strasbourg.

Il est demandé au Conseil de décider :

- de fixer à trois ans, la durée d'exercice de l'activité des titulaires d'une autorisation d'occupation dans une halle ou un marché, pour leur permettre de présenter un successeur en cas de cession de leur fonds de commerce ;

- d'abroger l'ensemble des délibérations antérieures portant organisation des marchés d'approvisionnement hebdomadaires (sites, jours de marchés, horaires) ;
- d'organiser les marchés d'approvisionnement de Strasbourg selon les modalités suivantes :

Quartier	Marchés	jours	Horaires d'ouverture au public
Centre Ville	Marché de la Place Broglie	Mercredis, Vendredis	7h00 – 18h00
	Marché de la Place de Bordeaux	Mardis, Samedis	7h00 – 13h00
	Marché des Producteurs (rue de la Douane)	Samedis	7h00 – 13h00
	Marché aux livres (rue des Hallebardes, place Kléber)	Mardis, Mercredis, Samedis	9h00 – 19h00
	Marché aux Fleurs (rue des Grandes Arcades)	Mercredis, Vendredis, Samedis	9h00 – 19h00
	Marché de Brocante (place de l'Étal, rue du vieux marché aux poissons, rue de la Grande Boucherie)	Mercredis, Samedis	07h00 – 16h00
	Marché de la montagne et de l'artisanat (place du Marché Neuf)	Samedis	09h00 – 17h00

Gare	Marché de la rue du Faubourg national	Mercredis, Vendredis	7h00 – 13h00
------	---------------------------------------	----------------------	--------------

Bourse Esplanade Krutenau	Marché de la Place de l'Esplanade	Lundis, Jeudis	7h00 – 13h00
	Marché de la Place de Zurich	Mercredis	7h00 – 13h00

Conseil des Quinze	Marché du Boulevard de la Marne	Mardis, Samedis	7h00 – 13h00
--------------------	---------------------------------	-----------------	--------------

Robertsau	Marché de la Place du Corps de Garde	Jeudis, Samedis	7h00 – 13h00
	Marché de la Cité de l'Ill (rue de la Doller)	Mercredis	14h00 – 18h00

Cronenbourg Hautepierre Poteries Hohberg	Marché de la Place de Haldenbourg	Mercredis, Vendredis	7h00 – 13h00
	Marché de la rue de Reitwiler	Mercredis	7h00 – 13h00
	Marché de Hautepierre (places du Maillon et André Maurois)	Samedis	7h00 – 13h00
	Marché de la rue Virgile	Vendredis	14h00 – 18h00

Meinau	Marché de la Place de l'Île de France	Jeudis	7h00 – 13h00
--------	---------------------------------------	--------	--------------

Neudorf Musau Port du Rhin	Marché de Neudorf (Halle et Place du Marché)	Mardis, Samedis	7h00 – 13h00
----------------------------------	---	-----------------	--------------

Koenigshoffen Montagne-Verte Elsau	Marché de la rue Watteau	Mercredis, Samedis	7h00 – 13h00
	Marché de la place d'Ostwald	Jeudis	7h00 – 13h00

Neuhof	Marché de l'Allée Reuss	Jeudis	7h00 – 13h00
	Marché de la route d'Altenheim	Jeudis	7h00 – 13h00

Adopté

6 Avis sur les emplois Ville.

Il est demandé au Conseil d'approuver les créations et transformations d'emplois.

Adopté

7 Convention de mise à disposition d'un orgue Curt SCHWENDEKEL au Collège Episcopal Saint Etienne.

Il est demandé au Conseil d'approuver la convention de mise à disposition à titre gracieux d'un orgue Curt SCHWENDEKEL au Collège Episcopal Saint Etienne et d'autoriser le Maire ou son représentant à signer les conventions relatives à cette mise à disposition.

Adopté

URBANISME, AMÉNAGEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS

8 Echange foncier entre la Ville de Strasbourg (terrains à la Robertsau route de la Wantzenau) et l'Eurométropole (bâtiment 'Alto' 4 place d'Ostwald à la Montagne-Verte).

Il est demandé au Conseil d'approuver l'échange entre la Ville de Strasbourg (terrains sis à la Robertsau route de la Wantzenau) et l'Eurométropole (bâtiment ALTO 4 place d'Ostwald à la Montagne-Verte) selon les modalités suivantes :

- la cession par la Ville de Strasbourg à l'Eurométropole des parcelles cadastrées :

Commune de Strasbourg
Koenigshoffen Cronembourg
Lieu dit : route de la Wantzenau
Section CN n° 565/30 de 12,66 ares
Section CN n° 569/80 de 5,66 ares

Soit une superficie totale de 18,32 ares estimée à la valeur vénale 916 000 €, soit 50 000 € l'are

- en contre-échange l'acquisition par la Ville de Strasbourg auprès de l'Eurométropole de l'immeuble « Alto » sis 4 place d'Ostwald à Strasbourg Montagne-Verte sur les parcelles cadastrées :

Commune de Strasbourg
Koenigshoffen Cronembourg
Lieu dit : place d'Ostwald
Section NT n° 630/10 de 7,66 ares
Section NT n° 632/8 de 2,25 ares

Soit une superficie totale de 9,91 ares estimée à la valeur vénale de 900 000 €

Avec versement d'une soulte en faveur de la Ville de Strasbourg d'un montant de 16 000 €.

Il est aussi demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer l'acte d'échange et tous les actes et documents nécessaires à l'exécution des présentes.

Adopté

9 Acquisition par la Ville de Strasbourg de locaux auprès de la Société immobilière du Bas-Rhin dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement à destination du futur Centre Médico Social sis rue de l'ILL à Strasbourg Robertsau.

Il est demandé au Conseil d'approuver l'acquisition par la Ville de Strasbourg des volumes : lot AB d'une surface utile de 696m², lot AC d'une surface utile de 10.43m² et le lot AE d'une surface utile de 66.50m² conformément à l'état descriptif situés dans l'immeuble cadastré :

Commune de Strasbourg – Robertsau,

Section CI n° 283/11 de 22.55 ares

Lieu dit : Rue de l'ILL

Propriété de la Société Immobilière du Bas-Rhin

au prix de 1 833 333.33 € HT soit 2 200 000 € TTC ;

Ces volumes seront acquis par la Ville de Strasbourg notamment aux conditions suivantes :

- l'acquisition sera réalisée au titre d'une vente en l'état futur d'achèvement,
- les locaux seront livrés aménagés,
- le prix de vente sera payable suivant des quotités qui sont fonction de l'état d'avancement des travaux dans la limite de l'échelonnement ci-après :

à l'achèvement des fondations : 35%

à la mise hors d'eau : 35%

à l'achèvement de l'immeuble : 25%

à la mise à disposition des locaux : 5 %

les stades de construction entraînant l'exigibilité d'une fraction du prix seront valablement justifiés par une attestation du maître d'œuvre de l'opération.

Il est en outre demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son représentant à signer l'acte de vente à intervenir, ainsi que tout acte ou document concourant à la bonne exécution des présentes.

Adopté

10 Déclassement d'emprises du domaine public de la Ville de Strasbourg - Secteur des rues Martin et Metzeral, à Strasbourg Neudorf. Avis relatif au déclassement par l'Eurométropole de tronçons de voirie (avis du Conseil municipal - art. L. 5211-57 du CGCT).

Il est demandé au Conseil d'émettre un avis favorable au projet de déclassement par l'Eurométropole de Strasbourg de deux tronçons désaffectés de voirie, à savoir les parcelles à déclasser désignées sous les références cadastrales définitives ou provisoires suivantes :

Ban communal de Strasbourg-Neudorf,
Section DR n° 485, 524, 525, 614, 618, 620, 622, 645 (en partie) et 646 (en partie),
totalisant 6 ares 90 centiares.

telles que référencées au plan de déclassement.

Il est également demandé au Conseil de constater la désaffectation de deux emprises publiques de compétence communale à savoir les parcelles désignées sous les références cadastrales suivantes :

Ban communal de Strasbourg-Neudorf,
Section DR n° 643 (en partie) et 644, totalisant 2 ares 14 centiares (ancien terrain multisports), et section DR n° 523 avec 87 centiares.

telles que référencées au plan de déclassement.

Il est en outre demandé au Conseil de prononcer le déclassement de deux emprises publiques de compétence communale à savoir les parcelles désignées sous les références cadastrales suivantes :

Ban communal de Strasbourg-Neudorf,
Section DR n° 643 (en partie) et 644, totalisant 2 ares 14 centiares (ancien terrain multisports), et section DR n° 523 avec 87 centiares.

telles que référencées au plan de déclassement.

Adopté

11 Régularisation de la situation foncière des voies et espaces publics entre la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole - Quartier du Neuhof.

Il est demandé au Conseil d'approuver le transfert de propriété à l'Eurométropole de Strasbourg, sans paiement de prix et en application des dispositions de l'article L.3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, des parcelles aménagées en voirie à incorporer dans le domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg et d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer les actes relatifs à ces transferts de propriété ainsi que tout acte ou document concourant la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté

12 Régularisations foncières - Acquisition par l'Eurométropole de parcelles de voirie restées inscrites au Livre Foncier comme étant propriété de personnes physiques ou morales (avis du Conseil Municipal - article L 5211-57 CGCT).

Il est demandé au Conseil d'émettre un avis favorable aux acquisitions de terrains à incorporer dans la voirie publique de l'Eurométropole, voies aménagées avec l'accord des propriétaires dont le transfert de propriété reste à régulariser. Les parcelles sises ci-après seront acquises, à l'euro symbolique, en plein accord avec les propriétaires.

A STRASBOURG - Rue de la Ganzau

Section KR n° 336/26 avec 3,23 ares, Lieu-dit : Rue de la Ganzau, pré
Section KR n° 338/26 avec 0,21 are, Lieu-dit : Rue de la Ganzau, sol
Propriété de la SCI LES TERRASSES DU MANOIR

Adopté

13 Déconstructions d'immeubles municipaux - 2 rue de la Fourmi - 13 rue de la Montagne Verte - 51 rue de l'Abbé Lemire à Strasbourg.

Il est demandé au Conseil d'approuver :

- La déconstruction de la propriété sise 2 rue de la Fourmi à Strasbourg Robertsau, conformément au programme exposé pour un montant de 30 000 € TTC ;
- La déconstruction de la propriété sise 13 rue de la Montagne Verte à Strasbourg, conformément au programme exposé pour un montant de 60 000 € TTC ;
- La déconstruction de la propriété sise 51 rue de l'Abbé Lemire à Strasbourg, conformément au programme exposé pour un montant de 16 000 € TTC.

Il est aussi demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son représentant :

- à mettre en concurrence les marchés de travaux, de services et de fournitures conformément au Code des marchés publics et à signer et exécuter les marchés et actes relatifs ;
- à signer les dossiers de demande de permis de démolir.

Adopté

ECONOMIE ATTRACTIVITÉ ET RAYONNEMENT

14 Aide d'urgence Népal

Il est demandé au Conseil de décider d'allouer à l'UNICEF une aide d'urgence d'un montant de 20 000 € pour ses actions en faveur des enfants et de leurs familles démunies et en détresse au Népal et d'autoriser le Maire ou son représentant à signer la convention y afférente.

Adopté

15 Soutien au lancement de la monnaie locale complémentaire strasbourgeoise : le Stück.

Il est demandé au Conseil de décider d'attribuer 25 000 € à l'association le Stück et d'autoriser le Maire ou son représentant à signer les décisions d'attribution nécessaires.

Adopté

16 Attribution d'une subvention d'investissement au CIARUS.

Il est demandé au Conseil d'approuver le versement au CIARUS d'une subvention d'investissement pour l'exercice 2015 d'un montant de 76 500 € et d'autoriser le Maire ou son représentant à signer toute pièce relative à l'exécution de la présente délibération.

Adopté

17 Attribution de subventions à divers organisateurs de manifestations à Strasbourg.

Il est demandé au Conseil d'approuver le versement des subventions suivantes par le service Evénements en faveur de :

Association Porte Ouverte	1 200 €
Les Ateliers d'Eden	1 200 €
Association Ellesaussi	4 700 €
Association Salsa Loca	2 000 €
Association Les Amis du Cheval	450 €
Association OSMOSIS	30 000 €
Association Festigays	6 400 €

Il est aussi demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés et conventions relatives à ces subventions.

Adopté

18 Versement d'une subvention au titre des relations européennes et internationales.

Il est demandé au Conseil d'approuver pour le Pôle Europe le versement d'une subvention de 3 000 € à l'association Ephémère et d'autoriser le Maire ou son représentant à signer l'arrêté d'attribution y afférent.

Adopté

SOLIDARITÉ EDUCATION ENFANCE

19 Projet éducatif local : évaluation de la mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires.

Il est demandé au Conseil de prendre connaissance de cette communication.

Communiqué

20 Forfait communal versé aux écoles privées de la Ville de Strasbourg.

Il est demandé au Conseil d'approuver :

- les versements du solde de la participation de la Ville, sur la base des nouveaux forfaits calculés à partir du CA 2013 de 548 € par élève strasbourgeois de classe élémentaire et de 1 014 € par élève strasbourgeois de classe maternelle, applicables pour l'année scolaire 2014/2015,

- l'attribution des mêmes forfaits aux classes sous contrat simple,
- l'attribution des subventions suivantes pour les classes sous contrat simple à quatre écoles privées implantées sur le territoire de la Ville de Strasbourg, au titre de l'année scolaire 2014/2015 :

Ecole AQUIBA :	74 888 €
Ecole MICHAËL :	9 645 €
Ecole YÉHOUDA HALEVI :	18 851 €
JEUNESSE LOUBAVITCH (ECOLE BETH HANNA) :	12 275 €
TOTAL :	115 659 €

Il est aussi demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son représentant à procéder au mandatement des contributions et subventions, et à signer les conventions financières correspondantes.

Adopté

21 Attribution de subventions aux associations gestionnaires d'établissements d'accueil de la petite enfance.

Il est demandé au Conseil de décider :

- d'allouer les subventions suivantes :
 - 1 Jardin d'enfants Rudolf Steiner - Centre européen d'éducation 6 520 €
 - 2 Jardin d'enfants l'Envol - Institution protestante pour déficients auditifs - Le Bruckhof 4 712 €
 - 3 Jardin d'enfants Les tout petits d'Alsace - Association les jeunes filles de St Maurice 23 330 €
 - 4 Jardin d'enfants La buissonnière de l'Aar 8 518 €
 - 5 Jardin d'enfants Play group - Le cercle international 18 996 €
 - 6 Jardin d'enfants Renouveau Gan Chalom 11 766 €
 - 7 Crèche parentale Baby-boom 488 €
 - 8 Crèche parentale La petite bulle 754 €
 - 9 Crèche parentale La chenille 522 €
 - 10 Crèche parentale La farandole 124 €
 - 11 Crèche parentale Les fripouilles 1 439 €
 - 12 Crèche parentale Le petit prince 2 990 €
 - 13 Crèche parentale La toupie 57 €

14	Crèche parentale La flûte enchantée	371 €
15	Crèche parentale La petite jungle	3 529 €
16	Crèche parentale La souris verte	786 €
17	Crèche parentale Les pitchoun's	760 €
18	Crèche parentale Le nid des géants	1 956 €
19	Crèche parentale Giving Tree	1 973 €
20	Association de gestion des équipements sociaux (AGES)	1 802 €
21	Association d'action sociale du Bas-Rhin (AASBR)	22 110 €
22	Centre socioculturel de l'Esplanade (ARES)	684 €
23	Association de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis de Strasbourg et environs (AAPEI)	1 604 €
24	Centre socioculturel du fossé des treize	1 627 €
25	Association générale des familles (AGF)	177 €
26	Halt'jeux	377 €
27	Les p'tits petons	1 759 €
28	Centre européen d'éducation – Jardin d'enfants Rudolf Steiner	152 €
- de récupérer les trop-perçus suivants :		
1	Jardin d'enfants Rudolf Steiner - Centre européen d'éducation	1 065 €
2	Jardin d'enfants l'Envol - Institution protestante pour déficients auditifs - Le Bruckhof	3 454 €

Adopté

22 Contrat Local de Santé - 2015/2020.

Il est demandé au Conseil d'approuver et d'autoriser la signature du contrat local de santé.

Adopté

23 Evolution du règlement du dispositif « Bourse aux projets jeunes talents ».

Il est demandé au Conseil d'approuver le nouveau règlement de la Bourse aux projets jeunes talents et d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer tout document y relatif.

Adopté

24 Contribution de la Ville au dispositif Téléprotection Grave Danger 2015.

Il est demandé au Conseil d'approuver la participation de la Ville de Strasbourg à la reconduction en 2015 du dispositif Téléprotection Grave Danger, de décider de contribuer au fonds de concours mis en place par le Ministère de la Justice par le versement d'un montant de 2 900 € et d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention financière et la convention de partenariat relatives à cette contribution.

Adopté

CULTURE ET SPORT

25 Attribution de subventions pour des projets culturels.

Il est demandé au Conseil d'approuver l'attribution des subventions ci-après :

Kartier Nord	5 000 €
Europartvision	1 500 €
Graine de Cirque	5 000 €
Becoze	3 000 €
Festival Strasbourg-Méditerranée	100 000 €
Association CACTUS	18 000 €
Accord et Fugue	2 000 €
Assemblée d'Alcor	1 000 €
Arts et Lumières en Alsace – Festival Voix et route romane	4 000 €
Volutes	3 000 €
Les Petits chanteurs de Strasbourg – Maîtrise de l'Opéra du Rhin	5 800 €
Voix et Art Sacré	3 500 €
Elsass On The Rocks	3 000 €
Ernest Productions	4 000 €
Jazzdor Festival	15 000 €
Ku-Kan	3 000 €
La Bande Adhésive	3 000 €
La Fédélab	3 000 €
Los Pinguinos Alternatifs	3 000 €

Note Commune	3 000 €
Sokan	2 200 €
Troisième Jour	2 000 €
ARTUS	3 000 €
Autre Direction	8 000 €
Flash marionnettes	10 000 €
Collectif 3.14	13 000 €
Labform	7 000 €
La Dinoponera Howl Factory	3 000 €
Les Méridiens	3 000 €
Théâtre Lumière	5 000 €
Unique et compagnie	8 000 €
Université de Strasbourg	5 852 €
Archi Strasbourg	5 000 €
La Cité de la Prod	1 500 €
La Cigogne enragée	2 000 €
La Communauté Israélite de Strasbourg	1 500 €
Alsace cinémas	4 000 €
Burstscratch	2 000 €
Assemblée artistique des diversités numériques (AADN)	6 000 €
Artefact PRL	28 000 €
Le Maillon	13 500 €
Pôle-Sud	13 500 €

Il est aussi demandé au Conseil d'approuver l'annulation de la subvention de 15 000 € attribué à l'Orchestre régional de jazz lors de sa séance du 15 décembre 2014.

Adopté

INTERPELLATIONS

26 Interpellation de Monsieur Jean-Philippe VETTER : Faire de la place Kléber un lieu apprécié et apaisé.

L'interpellation et la réponse apportée figurent en annexe du présent compte rendu.

27 Interpellation de Monsieur Jean-Emmanuel ROBERT : Disparition du commerce de proximité.

L'interpellation et la réponse apportée figurent en annexe du présent compte rendu.

28 Interpellation de Monsieur Jean-Philippe VETTER : L'avenir des Bains Municipaux doit être décidé démocratiquement.

L'interpellation et la réponse apportée figurent en annexe du présent compte rendu.

LE MAIRE,

ROLAND RIES

Annexe au compte-rendu sommaire du Conseil Municipal du 18 mai 2015

--°°--

Interpellations

26 Interpellation de Monsieur Jean-Philippe VETTER : Faire de la place Kléber un lieu apprécié et apaisé.

Monsieur le Maire,

Avec le retour des beaux jours, les Strasbourgeois réinvestissent à nouveau leur ville et ses espaces publics, et tout particulièrement la Place Kléber.

Lieu de passage, de visite, de rencontre et de détente situé en plein cœur de notre cité, la Place Kléber est l'un des lieux emblématiques de notre Ville auprès des touristes mais aussi de ses propres habitants.

Il appartient à la municipalité d'aménager, d'entretenir et de faire vivre cette place importante de Strasbourg qui participe à son rayonnement et au bien-être des Strasbourgeois.

Durant la période estivale, elle gagnerait aujourd'hui à être repensée pour en faire un lieu apaisé, partagé, agréable et ouvert. Un lieu de vie qui puisse être approprié par ses visiteurs et par les Strasbourgeois.

Le trop faible nombre de bancs ne suffit manifestement pas à accueillir les touristes, familles ou flâneurs en quête d'un moment de repos ou d'un instant de répit sans avoir à s'attabler à l'une des terrasses présentes.

L'absence d'éléments végétaux mis en place à l'occasion de l'arrivée de l'été, à l'image des sapins installés pour les fêtes de fin d'année, n'incite pas non plus à faire de la place Kléber un espace de vie approprié par les Strasbourgeois. Je vous rappelle que des îlots de verdure accompagnés de bancs sont toujours disponibles mais vous refusez

manifestement de les remonter. Ces bacs éphémères permettraient pourtant de doubler la capacité d'assise de la place en période estivale et de végétaliser la place.

Par ailleurs, la question de la rénovation de la Maison Rouge est, vous le savez, constamment posée. Il serait en effet important qu'un travail architectural vienne enfin doter la place Kléber d'un bâtiment à la hauteur de son prestige et porter une nouvelle dimension à une façade qui fait bien souvent l'unanimité contre elle. Il s'agit certes d'un bâtiment privé, mais après la rénovation de la tour ESCA situé place des Halles et celui du magasin Printemps, peut-être vous êtes vous penché sur cette question qui est importante pour les Strasbourgeois.

Enfin, la place Kléber et ses proches alentours, rue des Grandes Arcades et place de l'Homme de Fer doivent être des lieux partagés par tous. Il est d'ailleurs regrettable qu'elles soient, bien souvent, transformées en lieux de regroupement de personnes fortement alcoolisés qui monopolisent l'espace public. C'est certes une question d'image pour notre ville mais c'est également une question sociale et de santé publique. Je ne suis pas sûr qu'il faille faire comme si il n'y avait pas de problème, comme si nous devons fermer les yeux sur cette alcoolisation massive en pleine journée qui est d'abord l'expression, à la vue de tous, d'un véritable malaise social. Ne pas évoquer ce sujet, c'est détourner le regard.

Monsieur le Maire, la place Kléber et ses alentours sont des espaces publics particulièrement importants pour les Strasbourgeois. Je vous propose d'agir pour qu'ils redeviennent des lieux de vie appréciés et apaisés.

Je vous remercie.

Réponse de M. Meyer

Monsieur VETTER vous suggérez que la place « soit repensée pour en faire un lieu apaisé, partagé, agréable et ouvert ». Un vœu pieux que nous partageons tous et que nous avons en commun. Vous terminez en parlant de problèmes d'addiction, de consommation de substances, de suralcoolisation et des questions éminemment sanitaires et sociales.

Je me permets de faire remarquer à notre assemblée que vous-même et votre groupe venez de vous abstenir sur le plan local de santé que nous proposons dans lequel on retrouve quand même un certain nombre d'outils qui nous permettraient d'agir plus efficacement encore sur un certain nombre de comportements à risque.

Mais revenons sur les aménagements de la place Kléber.

Je tiens d'abord à vous faire remarquer que la place Kléber a été rénovée en 2007, et il est vrai que Roland Ries est le premier maire, et c'est le cas pour son deuxième mandat, à résister à la tentation de « refaire à sa patte, à son image, à sa marque » la place Kléber. Je sens un petit peu, dans votre interpellation, de nostalgie sur certains aménagements qui n'ont pas toujours très bien fonctionné et qui datent, en effet, déjà de

2007. Ces aménagements lourds avaient coûté pour plus de 6,5 M€ à l'époque comprenant en effet un aménagement extérieur, l'installation de végétaux, les bassins à jets d'eau, l'installation de jardinières et de bancs.

Vous déplorez aujourd'hui le manque de verdure de la place Kléber, permettez-moi de vous rappelez que la conception de la place Kléber, et si je me permettais, j'oserais dire comme de la place de la gare par exemple, a été remarquablement ratée dans la préservation des plantes que l'on installe dans les différents espaces prévus à cet effet. Vous l'avez remarqué, la pousse d'un certain nombre de plantes décoratives se trouve contrariée par le manque d'espace qu'elles peuvent avoir en profondeur. En devenant adjoint de quartier je me suis inquiété de la santé de ces arbres et on m'a expliqué que dès la conception nous n'avions pas assez anticipé, permettez-moi de le dire, que la mandature de Mme Fabienne Keller n'avait pas suffisamment anticipé l'espace pour permettre aux arbres et aux différents végétaux de trouver un développement harmonieux et serein. Il y a donc eu un problème de conception, j'acte donc que certains végétaux ont une croissance finalement assez limitée et qu'il y a un vieillissement que je dirais prématuré de certains aménagements qui ne sont pas si anciens que ça.

La place a fait l'objet d'une attention toute particulière de la part de nos services, nous avons fait en sorte d'ajouter des bancs supplémentaires, nous avons veillé au maintien des arbres et ajouté de la verdure. Il est vrai que certains bancs ont dû être enlevés parce que la place vit beaucoup, on y trouve foires, marchés, animations régulièrement et les conditions de sécurité nous obligent aussi à éviter de barrer la route et d'éviter un certain nombre de déambulation notamment en cas d'événements regroupant un grand nombre de public.

Nous réfléchissons encore à quelques adaptations mineures, je le dis, du mobilier urbain qui ne modifieront pas en profondeur le fonctionnement initial de cet espace. Là aussi vous le savez, nous sommes face à des responsabilités budgétaires et je le répète nous nous refusons à faire, ce qui était une mode à un certain moment c'est-à-dire changer la place Kléber à chaque nouveau mandat.

Nous devons, je vous le disais aussi, penser animations et la vie et l'activité autour de cette place. Permettez-moi de vous parler du travail que nous faisons en lien avec mon collègue Eric Elkouby, adjoint au tourisme et Jean-Jacques Gsell, président de l'office de tourisme, pour mieux intégrer, valoriser la place Kléber et ses bâtiments et son patrimoine notamment dans un certain nombre de circuits touristiques. Nous travaillons aussi à des aménagements plus durables mais aussi à un dispositif d'animation permettant avec mon collègue Mathieu Cahn de faire en sorte que les Strasbourgeois puissent s'approprier cet espace.

Vous nous parliez de la façade de la FNAC qui il est vrai date depuis longtemps maintenant et demande une nouvelle fraîcheur. J'ai pris contact avec la directrice de la Maison rouge et avec le propriétaire pour avoir un travail en plusieurs temps : d'abord le bas du bâtiment et le bas du préau qui mérite un nouveau traitement, nous sommes en négociation avec le propriétaire. Il s'agit d'une affaire privée pour travailler justement sur le bâtiment et nous ne perdons pas espoir en tout cas nous gardons toute notre

énergie pour faire en sorte qu'une rénovation absolument nécessaire, j'en conviens avec vous, ait lieu le plus rapidement que possible.

Vous n'abordez pas directement, cher Jean-Philippe Vetter mais vous le dites tout de même, vous abordez les questions de sécurité. Je parlais des questions de santé, des questions sanitaires au début. La question de la sécurité en tant que telle se pose depuis plusieurs années. Dans le cadre de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance différentes actions sont engagées pour préserver, entretenir et veiller au bon fonctionnement de la place. Nous les avons systématiquement renforcées en travaillant sur un travail plus croisé entre les acteurs sociaux, les acteurs de sécurité et les acteurs de la prévention spécialisés sur ce terrain. A cet égard vous ne manquerez pas d'être exigeants à l'égard de vos collègues du conseil départemental qui dans le cadre de la mise en place du passe accompagnement a réduit d'un tiers les équipes de la prévention spécialisée qui agissaient sur le quartier de la gare et du centre-ville. Je suis sûr que vous aurez à cœur de soutenir mes courriers nombreux aux différentes institutions pour leur demander de revenir sur cet abandon qui est particulièrement coupable lorsque nous connaissons une période de crise économique telle que celle que nous vivons aujourd'hui.

Je me permets également de saluer l'action de l'association de prévention spécialisée « Village » qui agit sur ce secteur.

Enfin, concernant l'alcoolisation, vous le savez des actions de prévention sont menées en lien avec les services de santé, nous partageons vos inquiétudes à ce sujet qui tend à s'aggraver. Nous le voyons et nous le regardons en face et qu'il touche malheureusement un public de plus en plus jeune. Des réponses ciblées sont construites en lien avec les services de l'Etat, notamment la Police nationale mais aussi les Hôpitaux universitaires, les services et les associations spécialisées.

Enfin, permettez-moi de vous rappeler l'arrêté municipal pris par le Maire le 8 novembre 2012 pour interdire la consommation d'alcool sur une partie du périmètre du centre ville et dans certain horaires et qui permet de sanctionner plus facilement l'ensemble des délits liés à l'ivresse publique manifeste.

Enfin depuis le début de l'année 2015, sachez que plus de 370 délits de cette nature ont été constatés et actés par les polices et qui est une augmentation nette à la fois du nombre de constat mais surtout d'interventions.

Pour finir, permettez-moi de vous rappeler la mise en place du dispositif qui permet d'avoir un médecin à l'hôtel de police qui fait là-aussi gagner beaucoup de temps aux agents chargés de traiter ces questions et qui là-aussi se trouve être une innovation.

M. Vetter nous n'ignorons rien des difficultés que rencontre la place Kléber qui comme toutes les places de grandes villes du monde et particulièrement d'Europe est parfois le reflet des difficultés les plus lourdes que travaillent nos sociétés. Sachez bien que nous les affronterons en face sans rien nier des réalités mais sans jamais tomber dans la démagogie.

Je vous remercie M. le Maire.

Cette réponse est suivie d'un échange.

27 Interpellation de Monsieur Jean-Emmanuel ROBERT : Disparition du commerce de proximité.

Monsieur le Maire,
Chers-ères collègues,

Depuis quelques mois, le quartier de l'Elsau est déclaré comme étant un « quartier d'intérêt régional signalé ».

Il s'agit du seul quartier Strasbourgeois où la situation sociale se dégrade. Et il en est malheureusement de même pour la situation économique, et plus particulièrement en ce qui concerne le commerce de proximité.

Nous avons perdu la Caisse d'Épargne en 2011 puis l'agence du Crédit Mutuel en 2013. Depuis, nous sommes obligés de sortir de l'Elsau pour retirer de l'argent liquide. Outre les banques, nous n'avons également plus de boulangerie ni de boucherie.

Depuis le 2 avril dernier, cette hécatombe s'est prolongée à notre supermarché qui a fermé ses portes. Je m'étais inquiété en octobre dernier de cette fermeture possible ici même.

Il avait alors été indiqué que la Locusem s'était porté acquéreur des locaux et qu'un enfant du quartier allait ouvrir un Carrefour City au début du mois de janvier dernier, en conservant les employés de l'ancien Leclerc.

De plus, il était annoncé que ce supermarché allait être équipé d'un distributeur de billets qui nous fait tant défaut.

Nous sommes en mai. Le supermarché Leclerc a fermé mais aucun commerce n'a pris le relais pour l'instant.

Aussi, je me permets de vous interroger, Monsieur le Maire, afin de savoir ce que vous comptez faire pour notre quartier et surtout ses 6 000 habitants ?

Il ne me semble pas concevable que l'Elsau additionne difficultés sociales et désert commercial.

Il me semble également aberrant que les collectivités encouragent le développement de grands centre commerciaux comme à Mundolsheim alors que ce format de commerce est écologiquement irresponsable, socialement pénalisant pour les quartiers et commercialement en voie de déclin.

Les collectivités doivent au contraire protéger, encourager et développer le commerce de proximité car le commerce de proximité c'est la vie, c'est le lien social, c'est le poumon d'une ville !

Je vous remercie.

Réponse de M. Elkouby :

Monsieur le Conseiller Municipal,

Vous nous interrogez comme un leitmotiv, ou comme une certaine forme de répétition quand à la fermeture des établissements bancaires et la disparition du commerce de proximité à l'Elsau comme si vous portiez le monopole du commerce.

D'ailleurs, vous avez distribué votre intervention aux habitants de l'Elsau ce vendredi, car privé de second tour aux élections départementales, sans doute avez-vous eu envie d'une tribune qui vous a manqué ou vous restait-il un stock de papier chez vous.

Mais tout d'abord, permettez-moi de vous répéter ce que j'ai déjà dit devant notre conseil municipal ici même. La fermeture des établissements bancaires n'est pas de notre responsabilité mais des établissements bancaires eux même, qui considèrent que le quartier de l'Elsau et ses habitants ne sont pas assez attractifs. Vous savez le dédain que je peux avoir pour ce genre de considération et c'est pourquoi j'ai dénoncé publiquement, mais je l'ai déjà dit ici, ces fermetures et chaque mois j'insiste auprès des propriétaires des locaux en l'occurrence les deux banques que vous avez citées pour connaître l'avenir de ces lieux laissés à l'abandon et qui dégradent l'image du quartier et particulièrement la rue Watteau. Cela étant redit, j'espère que votre honnêteté intellectuelle saura vous permettre de faire la part des choses à l'avenir, encore que je peux en douter.

Certes, comme vous le soulignez, le quartier de l'Elsau a été retenu par l'ANRU et grâce au Ministère de la Ville et à l'implication de nos députés Armand JUNG et Philippe BIES, comme territoire éligible pour une opération d'intérêt régional. C'est une chance ! C'est une opportunité inestimable et jamais égalée jusqu'alors. Charge à nous maintenant de soumettre un projet de renouvellement d'intérêt régional (un PRIR) selon les modalités de travail et d'élaboration fixées par l'ANRU. Il n'existe plus de financement d'opérations isolées ou ponctuelles mais les PRIR doivent être des projets urbains globaux. Le protocole de préfiguration de l'ANRU fixe les enjeux et orientations urbaines pour chaque site, c'est à dire pour l'Elsau notamment. Il sera signé à l'automne. Suivront les conventions pluriannuelles ANRU qui finaliseront le projet urbain présenté et détailleront le programme opérationnel et financier. Elles seront signées suivant la maturité de chaque projet. Tout cela sera expliqué pédagogiquement aux habitants lors de la première étape de constat et de travail le 30 mai prochain par une ballade à travers le quartier qui permettra d'amorcer le travail de préparation du dossier de renouvellement urbain, suivi de très près par mon collègue Vice-président de l'Eurométropole Mathieu Cahn, et qui sera soumis aux instances délibératives pour qu'enfin l'Elsau connaisse sa métamorphose.

A ce titre, je tiens à vous indiquer et sans froisser personne que la progression des difficultés sociales est bien plus importante à l'Elsau que dans d'autres quartiers pourtant mieux traités depuis des années. L'exécutif municipal auquel vous avez appartenu, M. Robert, a toujours priorisé le développement urbain au Sud de l'agglomération plutôt qu'à l'ouest. Je suis d'ailleurs étonné de l'état dans lequel j'ai trouvé la situation en 2008. Le passé est le passé mais j'aurai bien aimé à l'époque que vous vous inquiétiez davantage de la fermeture, sur des arguments dogmatiques, du bureau de police de l'Elsau ou quant à la désespérance sociale qui y naissait. Certes, construisons maintenant l'Elsau de demain. Cela passera par la réhabilitation de la cité CUS Habitat, déjà votée et par le développement économique et par l'encouragement au monde associatif.

Concernant justement le volet économique permettez moi de vous donner des informations exactes sur le site du « *Leclerc Express* » rue Watteau qui constitue un pôle de commerce de proximité répondant aux besoins des habitants et auquel nous sommes tous ici très attaché.

Après avoir accepté le report de la fermeture du magasin *Leclerc Express*, prévue initialement en décembre 2013, à juin 2014, le groupe *Hypercoop* avait réaffirmé sa volonté de fermer ce site au 12 juillet 2014. Un travail important de concertation avec *Hypercoop* s'est ainsi engagé pour trouver une solution qui puisse convenir à tous les acteurs. Finalement, le site s'est vu contraint de fermer ses portes le 2 avril 2015. Le personnel du magasin a été maintenu sur d'autres sites « *Leclerc* » en exploitation. Chaque mois les pertes d'exploitation de ce point de vente d'une surface de 2 000 m², s'élevaient à plus de 30 K€ par jour selon mes interlocuteurs d'*hypercoop* qui il faut bien le dire n'ont jamais adapté leur commerce aux demandes du quartier.

Depuis fin 2013, en lien avec les services de la Direction du Développement Economique et de l'Attractivité nous avons travaillé activement sur deux volets : immobilier et commercial, afin de permettre la pérennité de ce commerce de proximité alimentaire à vocation généraliste.

De nombreuses négociations se sont opérées entre *Hypercoop*, le groupe *Carrefour* et *LOCUSEM*. Aucun accord financier n'a pu cependant être trouvé entre les différents partenaires, *Hypercoop* évaluant son site à un prix et *France domaine* à un autre. Très fluctuant selon les interlocuteurs d'*Hypercoop*, la vente a été reportée régulièrement car *hypercoop* est très gourmand ! Sans doute trop mais à mauvais escient.

Aujourd'hui, deux acheteurs potentiels sont identifiés avec des projets de requalification urbaine et commerciale qui correspondraient aux besoins et attentes du quartier. Oui M. le Conseiller municipal, je veille néanmoins à la préservation d'une offre commerciale alimentaire généraliste de proximité (dont l'enseigne *Carrefour* est toujours intéressée). D'ailleurs les toutes dernières négociations semblent aboutir pour une ouverture rapide et attendue. Il est programmé comme un préalable en plus du magasin *Carrefour*, l'installation d'une boulangerie et d'un Distributeur Automatique de Billets et le maintien des deux associations : l'Association Jeune et Parents de l'Elsau dite *AJPE* ainsi que la salle de boxe.

Depuis tard vendredi soir nous pouvons vous dire qu'à côté de Carrefour c'est un pôle commercial qui va s'installer et je pense que vous en serez surpris.

Toutes les actions engagées se font dans l'intérêt du quartier et des habitants. Je regrette d'ailleurs que lorsque vous étiez aux responsabilités vous n'ayez pas engagé la restructuration du marché et prévu, anticipé une dynamique commerciale qui fait défaut et sera au cœur des intérêts de la rénovation urbaine.

Il est cependant toujours plus aisé de critiquer que de construire !

« La critique est aisée mais l'art est difficile ». Vous le savez bien.

Plutôt que de stigmatiser le quartier que soit disant vous voulez défendre, je vous invite, Monsieur le Conseil Municipal, à en constater son potentiel et ses atouts, à soutenir les forces vives qui réalisent un travail exceptionnel, à vous mobiliser à construire à nos côtés le renouveau de ce secteur urbain plutôt qu'à le dénigrer car c'est ce que vous faites en permanence en comptabilisant ce qui ne va pas plutôt que ce qui pourrait progresser et ce qui va mieux et plutôt que de proposer des solutions constructives.

Nous pourrions disserter longuement sur votre perception de l'Elsau et la nôtre, sur votre réelle volonté et la nôtre. Pour ma part, je n'ai pas à rougir de l'action qui y est menée. Avec ma collègue Martine JUNG nous essayons discrètement et efficacement de redonner une autre image à ce quartier car nous l'aimons et nous en apprécions ses habitants évidemment. Aimer c'est respecter ! Respecter c'est agir ! Agir c'est quotidiennement notre stimulant en concertation avec tous pour trouver les voies et moyens d'un autre regard sur les quartiers et notamment celui de l'Elsau qui est malheureusement trop souvent décrié car méconnu mais je suis certain que grâce au Parc Naturel Urbain il sera mieux appréhendé et mieux considéré. Voilà encore un dossier où nous constatons votre absence pourtant il permet à l'Elsau d'avancer. Est-ce bien là votre préoccupation ? Pour nous c'est une volonté chaque jour un peu plus affirmée, chaque jour un peu plus prioritaire.

Non l'Elsau n'est pas abandonné ! Du moins pas par nous !

Je vous remercie.

S'ensuit un échange.

28 Interpellation de Monsieur Jean-Philippe VETTER : L'avenir des Bains Municipaux doit être décidé démocratiquement.

Monsieur le Maire,

Après mon interpellation lors du Conseil municipal du 23 mars 2015 et la mobilisation du collectif « La Victoire pour tous », la question de l'avenir des Bains Municipaux est désormais en débat.

Ce débat pourrait malheureusement ne pas avoir lieu dans cette enceinte jusqu'au bout car vous avez émis le souhait de confier l'avenir des Bains Municipaux à la SPL Deux-rives. Cette procédure vous permet de ne plus avoir à recourir au Conseil municipal pour acter en bonne et due forme l'éventuelle privatisation d'une partie des bains municipaux.

Pourtant, si en mars 2014, plusieurs dizaines de milliers de Strasbourgeois se sont rendus aux urnes pour voter et élire leurs conseillers municipaux, c'est pour que les sujets importants pour notre ville puissent être débattus démocratiquement. L'avenir des Bains Municipaux, joyau architectural au cœur de la Neustadt en est assurément un

Le débat est d'autant plus important au sein du Conseil municipal que les perspectives qui se dessinent pour les Bains Municipaux semblent bien floues. Chaque jour dans la presse, nous apprenons de nouvelles hypothèses comme par exemple celle évoquant un hôtel de luxe, que l'adjoint au Maire Olivier Bitz ne récuse d'ailleurs pas.

Monsieur le Maire, afin que le débat puisse se poursuivre sereinement et de manière démocratique et ouverte au sein du Conseil municipal, je vous propose de renoncer à confier l'avenir des Bains Municipaux à la SPL Deux-Rives.

Je vous remercie.

Réponse de M. Bitz

Monsieur le conseiller municipal,

Comme M. le Maire l'a déjà annoncé lors de l'un de nos précédents Conseil, je vous confirme la volonté de la municipalité de rendre aux strasbourgeois les bains municipaux rénovés avant la fin de ce mandat.

Dans cette perspective, la Ville et l'Eurométropole confieront à la SPL des Deux Rives, une structure 100% publique que préside le Maire de Strasbourg, la réalisation d'une mission d'étude qui portera sur la définition du projet, ses activités et leur périmètre, ainsi que les modalités de financement et d'exploitation de l'équipement rénové.

Cette mission, ainsi que son cadre, seront bien donnés à la SPL par la voie d'une délibération de notre Assemblée. De la même manière, le projet qui s'appuiera sur cette étude sera naturellement débattu et adopté en Conseil Municipal.

Il est par conséquent faux d'affirmer, comme vous le faites comme pour surfer sur des inquiétudes que vous savez vous-même infondées, que le recours à la SPL permettrait de ne plus saisir le Conseil Municipal du dossier des bains municipaux.

Chacun peut d'ailleurs constater que le débat sur ce sujet est public et permanent, y compris au sein de notre Assemblée. Nous l'évoquons en effet aujourd'hui, comme nous l'avons évoqué lors de notre Conseil du 23 mars et comme nous l'évoquerons à l'occasion de notre prochain Conseil lors de la délibération confiant la mission à la SPL.

La SPL est l'outil naturel de la Ville et de l'Eurométropole. Rappelons que les deux seuls actionnaires de cette SPL sont la Ville et l'Eurométropole et que ses statuts permettent- je les cite - « *la conduite et le développement de toutes actions et opérations d'aménagement, de construction et d'équipements réalisées pour le compte des actionnaires et situées sur le territoire des collectivités actionnaires et dont ils décideraient d'en confier par convention la réalisation et la gestion* ». C'est donc bien la SPL qui saura trouver, grâce à son expertise et ses compétences, les montages juridiques, financiers et d'exploitation.

Il est essentiel de rappeler que le projet a un socle qui a été fixé et annoncé par le Maire.

Tout d'abord le maintien de la destination aquatique de l'édifice. Il n'est pas question de transformer les bains municipaux en musée par exemple, comme ça a été fait par d'autres municipalités.

Deuxièmement, le maintien de l'accès du public et des scolaires aux bassins, au moins dans les mêmes volumes horaires que ceux dont le public dispose aujourd'hui, et aux mêmes conditions tarifaires que les autres piscines de l'Eurométropole.

Enfin le maintien des douches ouvertes au public dans le périmètre du service public.

Par ailleurs, le bâtiment présente une surface d'environ 10 000 m² dont seulement 50% sont aujourd'hui vides ou affectés à d'autres activités que la vocation aquatique de l'équipement. Notre souhait est de rénover ce patrimoine exceptionnel et de définir le développement de ces espaces afin de compléter l'offre des services. Il est aujourd'hui pas plus arrêté un projet d'hôtel comme d'autres activités qui ont été évoquées. Vous semblez découvrir qu'il y a des idées d'hôtel mais cette idée d'hôtel existait déjà et avait été abordée lors des conclusions de l'atelier de projets en 2011. Donc l'hôtel évoqué comme une activité possible parmi d'autres sur ce site n'est vraiment pas une idée nouvelle. C'est précisément la définition de l'offre de services et l'élargissement de l'offre de services actuellement proposée c'est l'un des sujets qui doit être étudié et expertisé par la SPL avant décision par notre Conseil, qui sera évidemment éclairé par le processus de concertation mis en œuvre.

Donc à votre interpellation soyez parfaitement rassuré notre conseil municipal n'est pas dessaisi du sujet bien au contraire il se prononcera pour donner la mission à la SPL et aura à se prononcer sur les conclusions évidemment et sur le projet concernant les bains municipaux.

S'ensuit un débat.